

*Article 29 du Règlement*

du Canada a fait assez, parce qu'à mon avis il n'a pas fait assez.

Monsieur le Président, ce que le gouvernement du Canada nous propose, les derniers gestes qu'on nous annonçait hier sont, à mon humble avis, un message que le gouvernement canadien désire faire quelque chose, mais à la fois aussi, un message que le gouvernement canadien a décidé d'attendre pour poser des gestes vraiment concrets.

Proposer d'arrêter les achats du gouvernement canadien en Afrique du Sud est essentiellement de la rhétorique. Ce n'est pas proposer grand-chose parce que le gouvernement canadien achète peu de choses, une quantité monétaire ridicule. C'est donc une façon de dire: Nous voulons faire quelque chose, mais ce n'est pas faire beaucoup. Ce qui aurait été «faire beaucoup» aurait été de dire: Les entreprises canadiennes, le secteur privé, à compter d'aujourd'hui à minuit, ne pourra plus acheter en Afrique du Sud. Cela aurait été décréter un embargo complet, non pas se limiter aux quelques achats minimes que l'État canadien fait en Afrique du Sud. C'eût été de dire au secteur privé: Toutes les restrictions que nous vous avons demandé de respecter depuis quelques mois sur une base volontaire, et je ne les répéterai pas, elles sont bien connues, elles sont au nombre de six, toutes ces restrictions à compter d'aujourd'hui, nous désirons qu'elles deviennent obligatoires.

Au lieu de dire au secteur privé: Regardez-nous. Voilà ce que nous disons en tant que gouvernement, et nous nous attendons à ce que vous compreniez et que vous emboîtiez le pas... Eh bien, le secteur privé n'emboîtera pas vraiment le pas parce qu'à ce jour le gouvernement canadien a posé des gestes symboliques plutôt que des gestes réels.

Monsieur le Président, on nous proposait de plus hier d'arrêter la promotion, la publicité, publicité qui vise à inciter les touristes à se rendre en Afrique du Sud.

Monsieur le Président et chers amis, permettez-moi de rire quelques secondes d'un sujet qui est trop sérieux pour rire. Quels sont les milliers de Canadiens qui se proposaient d'aller passer leurs vacances en Afrique du Sud, dans un pays qui est aux portes de la révolution, l'été prochain? Est-ce qu'on va nous faire croire qu'il y avait des millions de Canadiens qui se proposaient d'aller se faire doré la bedaine au soleil en Afrique du Sud, l'été prochain?

C'est rire de nous!

Il y a très peu de Canadiens qui se proposaient d'aller passer leurs vacances à cet endroit. Alors, d'arrêter la promotion, au moins si on avait dit on empêche les gens d'y aller carrément, et même là, cela n'aurait pas été efficace parce que je suis assuré que le nombre de Canadiens qui veulent aller en Afrique du Sud par les temps qui courent se compte sur les doigts de la main.

Restructurer, réaménager les visas de quatre diplomates. Ce sont toutes des mesures qui tentent de démontrer qu'on agit alors que, en réalité, on a décidé d'attendre.

D'ailleurs, la confirmation nous en était donnée il y a juste quelques instants par la ministre d'État (Finances) qui nous disait, en anglais, c'est une traduction libre: «Le gouvernement ne croit pas que l'heure est à l'héroïsme.» Je n'ai pas de difficulté à croire ce qu'elle disait après avoir vu les derniers gestes que posait le gouvernement. Elle nous répète que le Rapport des Sages est important, c'est un pléonasme. Tout le monde

comprend cela. D'ailleurs, le Rapport des Sages n'est venu confirmer tout simplement ce que tout observateur le moins avisé de la scène mondiale avait déjà compris depuis plusieurs mois.

Monsieur le Président, je rappelle à l'attention de la Chambre et de tout le pays deux questions que je posais vers 11 h 30 ce matin au gouvernement et qui sont restées sans réponse.

La première question que je posais au vice-premier ministre (M. Nielsen) est: Est-ce la position du gouvernement du Canada que nous puissions attendre à la mi-août, est-ce que la situation en Afrique du Sud permet d'attendre jusqu'à la mi-août? Le vice-premier ministre n'a pas répondu clairement. Mais je vais vous dire moi ce que je pense et ce que le parti libéral du Canada pense. La réponse est simple, c'est non. La situation ne permet pas d'attendre jusqu'à la mi-août. D'ici quelques jours, la révolution totale peut éclater dans ce pays. La guerre civile est sujette à éclater. Attendre la réunion des chefs du Commonwealth, c'est décider de laisser les choses suivre leur cours.

La deuxième question que je posais, j'y ai fait allusion tantôt, est celle-ci: Est-ce que le gouvernement va profiter de la visite du vice-président américain ici pour lui demander que son pays augmente le rythme des sanctions économiques? Parce que nous savons tous que les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique du Sud sont beaucoup plus importantes que les relations économiques entre le Canada et ce pays.

Monsieur le Président, je trouve que les gestes sérieux pour étayer la rhétorique du gouvernement ne sont pas assez nombreux. Je ne suis pas le seul à penser comme cela.

• (1600)

[Traduction]

Je ne suis pas le seul à penser que le gouvernement ne met en pratique pas ce qu'il prêche. Les manchettes des journaux de ce matin en témoignent. Dans le *Citizen* d'Ottawa, Christopher Young dit que «le Canada doit mettre fin à sa honteuse complicité». On n'est donc pas satisfait des mesures qui ont été prises. Dans le *Sun* de Toronto, Claire Hoy écrit un article intitulé: «Sanctions trop faibles contre l'apartheid». Ce ne sont certes pas des félicitations. Voici seulement le début de cet article:

Entendez-vous le son d'une guimauve lancée sur un matelas en caoutchouc mousse, le crescendo d'une plume jetée du haut de la tour du CN?

Ce n'est pas un oiseau ni un avion. Ce n'est pas non plus Superman.

Ce sont les «sanctions» que le Canada a prises contre l'Afrique du Sud.

Dans le *Globe and Mail*, Mgr Tutu demande aux Canadiens d'«imposer un embargo dès maintenant». Je ne demande pas au gouvernement, du jour au lendemain, de toujours donner raison à l'opposition, mais qu'il sorte de sa torpeur et qu'il s'aperçoive enfin que ce pays est à la veille d'un bain de sang.

• (1610)

Il faut faire davantage, si le Canada veut donner l'exemple. N'allons pas imiter la Grande-Bretagne dont, selon sir Anthony Kershaw, le premier ministre n'annoncera sans doute pas de mesures concrètes avant août. Je ne tolérerai pas que notre pays attende au mois d'août pour appliquer des mesures plus rigoureuses que celles qui ont été annoncées.